WORLD BANK GROUP **Doing Business 2017**

Questionnaire : Paiement des taxes et impôts
www.doingbusiness.org

Cher répondant,

Nous aimerions vous remercier pour votre participation au projet *Doing Business*. Votre expertise dans le domaine de la fiscalité en [ ] est essentielle pour garantir le succès du rapport *Doing Business*, une des quatre publications phares du Groupe Banque Mondiale, qui propose une analyse comparative des réglementations dans le domaine des affaires pour 189 économies mondiales. L'indicateur relatif à la fiscalité mesure les impôts et les contributions obligatoires payées par une société, qui représente une étude de cas standardisée, pendant sa deuxième année d'activité et est l'une des onze séries d'indicateurs publiées dans le rapport *Doing Business*.

Le rapport est suivi avec beaucoup d'attention dans le monde entier. La dernière édition, *Doing Business 2016: Mesurer l'efficacité et la qualité réglementaires*, a introduit des améliorations pour 6 des 11 séries d'indicateurs de *Doing Business*. Il a été cité dans les médias plus de 7000 fois dans les trois semaines qui ont suivi sa publication le 27 octobre 2015 et a permis de toucher 31,4 millions de comptes Twitter en mentionnant *Doing Business* sur la même période. La couverture médiatique a été assurée par la plupart des médias mondiaux, régionaux et locaux, que ce soit par publication traditionnelle, diffusion ou sur l'Internet. Le site Web de *Doing Business* a été visité plus d'un million de fois avec presque 60 000 téléchargements dans les trois semaines qui ont suivi le lancement du rapport.

De nombreux gouvernements, dans le monde entier, lisent le rapport avec intérêt tous les ans et votre contribution permet au projet *Doing Business* de propager les bonnes pratiques réglementaires qui continuent à inspirer leurs efforts de réformes en matière réglementaire. Depuis 2005, 149 économies ont mis en œuvre 396 réformes qui ont permis de faciliter le paiement des impôts pour les entreprises ou de réduire les frais y afférents. En 2014, 40 économies ont mis en œuvre des réformes de ce type. La plupart d'entre elles a institué ou amélioré des systèmes électroniques de déclaration et de paiement des impôts.

C'est un grand honneur pour nous que de pouvoir compter sur votre expertise pour préparer le rapport *Doing Business 2017*. Au delà des données que vous pourrez nous fournir sur la période du **1er janvier 2015 au 31 décembre 2015**, nous aimerions obtenir des informations qui nous permettraient de mieux comprendre toutes les réformes portant sur la fiscalisation dans votre pays pendant l'année calendaire 2015.

Note importante concernant le questionnaire de cette année Par rapport à l'année dernière, nous avons ajouté de nouvelles questions au questionnaire portant sur les processus post déclaration (contrôle fiscal, remboursement des impôts et procédures d'appel en matière fiscale). Pour nous permettre de mieux comprendre l'environnement fiscal dans votre pays, nous vous demandons de bien vouloir répondre à toutes les questions de cette nouvelle section. Les informations fournies seront analysées par l'équipe et portées dans le rapport *Doing Business 2017*.

Merci de suivre les instructions suivantes en remplissant le questionnaire:

- Examinez les hypothèses de l'étude de cas avant de mettre à jour les informations de l'année dernière dans le questionnaire.
- Décrivez d'une manière détaillée toutes les réformes qui ont eu un impact sur le processus de fiscalisation pendant l'année calendaire 2015.
- Assurez-vous que vous avez bien mis à jour votre nom et votre adresse pour nous permettre de vous adresser gracieusement un exemplaire du rapport.
- Merci de retourner le questionnaire à Joanna Nasr, Nadia Novik ou Rodrigo Beires **avant la date mentionnée dans le mail.**

Merci encore pour votre précieuse contribution au travail du Groupe Banque Mondiale.

Cordialement,

Ms. Joanna Nasr
Email: **jnasr@worldbank.org**

Ms. Nadia Novik
Email: **nnovik@worldbank.org**

Phone: +1 (202) 473-6335

Phone: +1 (202) 473-3521

The World Bank Group
INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

2121 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20433
Phone: (202) 458-5452
Fax: 202 473 5758

Informations relatives au principal contributeur: Merci de mettre une croix en face des informations que **vous ne souhaitez pas que nous publions.**

	Nom	
Ne pas publier ☐	Titre (Mr., Ms., Dr.)	[ ]
	Prénom	[ ]
	Nom	[ ]
Jamais publié	Position *(ex. manager, associé, partenaire)*	[ ]
	Profession *(ex. conseiller fiscal, avocat, commissaire aux comptes)*	[ ]
	Adresse de Contact	
Ne pas publier ☐	Nom de la société	[ ]
	Site Internet	[ ]
Ne pas publier ☒	Adresse E-mail	[ ]
Ne pas publier ☐	Téléphone	[ ]
Jamais publié	Fax	[ ]
	Téléphone portable	[ ]

Ne pas publier ☐	**Adresse de la société**		
Rue	[ ]	Boîte postale	[ ]
Ville	[ ]	Etat/ Province	[ ]
Code postal	[ ]	Pays	[ ]

Contributeur(s) supplémentaire(s): Merci de nous adresser un mail si vous souhaitez que d'autres personnes soient prises en compte.

Nom	**Fonction**	**Email**	**Téléphone**	**Adresse**
[titre] [prénom] [nom]	[société] [fonction] [profession]	[ ]	[téléphone] [portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]]	[société] [fonction] [profession]]	[ ]	[téléphone] [portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]	[société] [fonction] [profession]	[ ]	[téléphone] [portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]

Option électronique pour le rapport et le certificat gratuits

L'année dernière, les contributeurs à *Doing Business* ont économisé presque 500.000 feuilles de papier en choisissant la version électronique du rapport. Merci de nous aider à protéger nos ressources:

☐ Merci de m'adresser un exemplaire électronique du rapport ainsi que mon certificat de reconnaissance, plutôt que de m'adresser un exemplaire papier par courrier.

Références: Merci de nous aider à élargir notre liste de contributeurs en nous indiquant d'autres experts de référence dans les secteurs public ou privé (avocats, notaires, fonctionnaires ou tout expert dans ce domaine) qui puissent remplir ce questionnaire.

Prénom	Nom	Fonction	Société	Adresse	Téléphone	E-mail
[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]
[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]	[ ]

Procédures post déclaration

Dans cette section, merci de considérer la même société TaxpayerCo. que dans l'étude de cas décrite dans la section A. "Hypothèses de l'étude de cas". Nous présentons ci-dessous et à nouveau, certaines des hypothèses principales ainsi que de nouvelles hypothèses qui sont importantes pour répondre aux questions relatives à la post déclaration.

Principales hypothèses relatives à la société faisant l'objet de l'étude de cas standardisée– TaxpayerCo.
La société (TaxpayerCo.) **a commencé son activité** il y a deux ans, le 1er janvier 2014.
TaxpayerCo. est dans sa deuxième année d'activité. **Toutes les questions portent sur l'année calendaire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015.**
Type de société et site: TaxpayerCo. est une société assujettie à l'impôt et elle travaille sur un site industriel typique dans la plus grande ville d'affaires du pays – à **[ ]** La société est assujettie aux impôts locaux, provinciaux et nationaux. TaxpayerCo. n'est pas éligible aux incitations à l'investissement ou autres avantages spéciaux saufs lorsqu'ils sont liés à la durée d'existence et à la taille de l'entreprise.
Propriété: la société est à 100 % privée et nationale ; c'est-à-dire qu'elle ne dispose pas de capitaux étatiques ou étrangers. La société appartient à cinq propriétaires qui ne sont pas des personnes juridiques.
Type d'activité: TaxpayerCo. exerce des activités industrielles générales et commerciales : elle fabrique des pots de fleurs en céramique et les vend aux revendeurs. Toutes ses transactions sont purement nationales (**elle n'exerce aucune activité d'import ou d'export**), et elle ne gère aucun produit assujetti à un régime fiscal spécifique comme l'alcool ou le tabac.
TaxpayerCo. **n'exerce aucune activité frauduleuse** et aussi bien ses propriétaires que ses employés sont totalement en règle avec la législation en vigueur pour ce type d'activité.
TaxpayerCo. fait toutes ses déclarations d'impôts et paye ses impôts **dans les délais prévus**.

I. A. Récupération de la TVA

- Merci de tenir compte du scénario suivant pour la récupération de la TVA: **en juin 2015**, TaxpayerCo. réalise un achat d'immobilisations important. TaxpayerCo. achète une machine supplémentaire pour fabriquer ses pots de fleurs. La valeur de la machine est de: **BIF 23,197,497.41**.

- L'achat d'immobilisations supplémentaire n'est pris en compte que dans le processus post déclaration.

- Nous partons du principe que la direction de TaxpayerCo. préfère demander une récupération de la TVA en liquide plutôt que d'affecter le montant à son compte TVA si les deux options sont disponibles.

- Le vendeur de la machine est assujetti à la TVA.

- Si le montant supplémentaire est affecté à son compte TVA en juin, il sera entièrement récupéré au bout de quatre mois consécutifs.

La TVA perçue en amont sera supérieure à la TVA en aval en juin 2015 comme vous le voyez sur le tableau ci-dessous:

	TVA amont	TVA aval
Ventes = BIF 31,227,400.36	Taux de TVA * 31,227,400.36	
Achat d'immobilisations = BIF 23,197,497.41		Taux de TVA * 23,197,497.41
Dépense matières premières = BIF 26,022,833.63		Taux de TVA * 26,022,833.63
Récupération de la TVA		Taux de TVA * ((23,197,497.41 + 26,022,833.63) - 31,227,400.36)

Merci de donner des informations sur les taux de TVA que vous avez utilisés pour le tableau ci-dessus (indiquez le taux et expliquez pourquoi vous avez utilisé ce taux) :

*Merci de répondre aux questions **1A.1 à 1A.15** à partir du scénario de récupération de la TVA dans l'étude de cas décrite ci-dessus.*

1A.1 Merci d'indiquer si dans votre pays un des points suivants s'applique:
☐ pas de TVA ou de taxes sur les ventes;
☐ les taxes à la consommation (par exemple taxe sur la vente au détail) ne sont prélevées qu'au point de vente final (par exemple pas de taxes sur l'achat de la machine par TaxpayerCo mais taxes dues sur les ventes finales de TaxpayerCo à ses clients).

1A.2 La récupération de la TVA n'est-elle possible que pour les exportateurs ou d'autres groupes spécifiques de contribuables? Merci d'indiquer les restrictions qui s'appliquent au type d'entreprises qui peut bénéficier de la récupération de la TVA et/ou du report de TVA sur des périodes futures.

Si vous n'avez pas de TVA ou de taxes sur les ventes dans votre pays, merci de continuer avec la section I.B.

Si la récupération de la TVA n'est pas applicable dans le scénario de l'étude de cas décrite ci-dessus, merci de passer aux questions 1A.27-1A.35.

Pour les questions 1A.3-1A.15, merci de fournir d'abord des réponses relatives à l'année calendaire 2015 (1er janvier 2015 au 31 décembre 2015). Si les réponses auraient été différentes pour l'année calendaire 2014 (1er janvier 2014 au 31 décembre 2014), merci de fournir également des réponses pour l'année calendaire 2014.

	Année calendaire 2015 ***1er janvier 2015 – 31 décembre 2015***	**Année calendaire 2014** ***1er janvier 2014 – 31 décembre 2014***
1A.3 La loi stipule-t-elle dans votre pays une date limite à laquelle l'administration fiscale doit **émettre une décision définitive sur les demandes de récupération de TVA** (rejet ou remboursement)? Si c'est le cas, merci d'indiquer le délai et la base juridique (législation en vigueur et article).		
1A.4 Si vous avez répondu oui à **1A.3**, merci d'indiquer dans quelle mesure les délais sont contraignants dans la pratique?	-Click to Select-	-Click to Select-
1A.5 La loi stipule-t-elle un délai dans votre pays (à partir de la date de la décision définitive ou à partir de la date de demande de remboursement) pour le **remboursement de la TVA** par l'administration fiscale ? Si c'est le cas, merci d'indiquer le délai et la base juridique (législation en vigueur et article).		
1A.6 si vous avez répondu oui à **1A.5**, merci d'indiquer dans quelle mesure les délais sont appliqués dans la pratique.	-Click to Select-	-Click to Select-
1A.7 Si un remboursement de la TVA en liquide est approuvé mais ne peut pas être payé en totalité ou est réglé partiellement, l'administration fiscale autorise-t-elle un report de la TVA en amont pour compenser la TVA aval à venir ou l'impôt sur les bénéfices à venir?		
1A.8 La TVA amont excédentaire dans votre pays est-elle limitée à compenser les passifs d'impôts exigibles? Merci de spécifier quelles sont les taxes qui peuvent compenser la TVA amont excédentaire.		
1A.9 L'administration fiscale fixe-t-elle dans votre pays un montant minimum pour permettre au contribuable d'être éligible à une demande de remboursement de la TVA? Si c'est le cas, merci de spécifier quel est ce montant minimum pour faire une demande de remboursement.		
1A.10 L'administration fiscale fixe-t-elle dans votre pays un montant maximum pour un remboursement de TVA? (par exemple l'administration fiscale ne rembourse que		

	Année calendaire 2015 ***1er janvier 2015 –*** ***31 décembre 2015***	**Année calendaire 2014** ***1er janvier 2014 –*** ***31 décembre 2014***
jusqu'à concurrence d'un certain montant). Si c'est le cas, merci de spécifier quel est ce montant maximum pour faire une demande de remboursement de TVA.		
1A.11 La loi oblige-t-elle l'administration fiscale à payer un intérêt sur les remboursements de TVA qui sont effectués après expiration du délai légal (pour compenser les pertes financières subies par le contribuable à cause des délais de réception des fonds)?		
1A.12 Si vous avez répondu oui à **1A.11**, merci d'indiquer le **taux d'intérêts** appliqué par l'administration fiscale ainsi que la **base juridique**.		
1A.13 Si vous avez répondu oui à **1A.11**, merci d'indiquer dans quelle mesure le paiement des intérêts est **appliqué dans la pratique**.	-Click to Select-	-Click to Select-

1A.14 Après approbation d'une demande de remboursement de la TVA, en moyenne, quel est le pourcentage de la demande d'origine qui est finalement remboursé en liquide? Si la demande n'est pas remboursée à 100%, merci d'expliquer pourquoi.		
1A.15 Si une demande de remboursement de TVA en **1A.14** n'est pas entièrement remboursée en liquide, merci d'indiquer si le montant de TVA restant **est reporté sur le compte TVA** pour compenser des obligations à venir en matière de TVA?		

Pour les questions 1A.16-1A.26, merci de n'inclure que le temps supplémentaire par rapport au questionnaire principal pour la préparation d'une demande de remboursement de TVA standard. Merci de répondre aux questions 1A.16-1A.26 à partir du scénario du cas décrit ci-dessus.

Si un remboursement de TVA n'est pas applicable aux scénarios du cas d'étude décrit ci-dessus, merci de continuer avec les questions 1A.27-1A.35.

Merci de donner d'abord les réponses relatives à l'année calendaire 2015 (du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015). Si les réponses auraient été différentes pour l'année calendaire 2014 (du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014), merci de fournir également des réponses pour l'année calendaire 2014.

	Année calendaire 2015 1er janvier 2015 – 31 décembre 2015	Année calendaire 2014 1er janvier 2014 – 31 décembre 2014
1A.16 Merci d'expliquer en détail comment TaxpayerCo. demanderait un remboursement de TVA (soumettre par exemple un formulaire spécifique de remboursement de TVA, remplir une partie de la demande standard de remboursement de la TVA, etc.).		
1A.17 Merci d'estimer la durée de la procédure en heures passées par TaxpayerCo. à collecter les informations relatives à la TVA de sources internes, y compris le temps passé aux analyses supplémentaires des informations comptables et au calcul du montant de TVA à rembourser.		
1A.18 Merci d'estimer la durée **en heures** passées par TaxpayerCo. à préparer la		

	Année calendaire 2015 1er janvier 2015 – 31 décembre 2015	Année calendaire 2014 1er janvier 2014 – 31 décembre 2014
demande de remboursement de TVA.		
1A.19 Faire la liste de tous les documents que TaxpayerCo. devrait préparer et soumettre à l'administration fiscale pour étayer une demande de remboursement de TVA. Merci d'inclure tous les documents qui sont systématiquement demandés par l'administration fiscale après soumission de la demande mais avant l'audit, le cas échéant.		
1A.20 Merci d'estimer la durée en heures passées par TaxpayerCo. à préparer ces documents supplémentaires qui sont requis pour étayer la demande de remboursement de TVA.		
1A.21 Merci d'estimer la durée (**en heures**) passées par TaxpayerCo. à soumettre la demande de remboursement de TVA ainsi que les documents supplémentaires et expliquer comment ces documents sont soumis (électroniquement, par mail, ou au bureau des impôts). **S'ils doivent être déposés en personne, merci d'inclure également le temps d'attente pour soumettre les informations nécessaires.**	-Click to Select-	-Click to Select-
1A.22 TaxpayerCo. devrait-il se présenter en personne au bureau des impôts après avoir soumit la demande? **Si c'est le cas et que ce temps n'a pas été inclus en 1A.21, merci d'estimer la durée en heures passées au bureau des impôts, y compris l'attente et le déplacement si nécessaire.**		
1A.23 Merci de décrire toute autre activité/tâche obligatoires, associées au remboursement de la TVA et donner une estimation du nombre d'**heures** consacrées à chacune d'entre elles (par exemple pour obtenir des conseils à l'interne ou à l'externe).		
1A.24 Merci d'indiquer la durée nécessaire (**en jours ou semaines**) pour obtenir le remboursement de TVA à partir de la date de soumission de la demande de remboursement de TVA et de tous les documents nécessaires à l'administration fiscale.		
1A.25 Merci d'indiquer la durée nécessaire (**en jours ou semaines**) pour obtenir le remboursement de TVA à partir de la date d'**approbation** du remboursement de TVA.		
1A.26 Comment est réglée la majorité des remboursements de TVA (en ligne, à la banque, par mail, au bureau des impôts, autres)?		

Merci de répondre aux questions ci-dessous si TaxpayerCo., à partir du scénario de cas mentionné ci-dessus, n'est pas éligible à un remboursement de TVA ou s'il n'existe pas de mécanisme de remboursement de TVA dans votre pays– et que TaxpayerCo. demanderait au contraire le report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA.

Merci de donner d'abord les réponses relatives à l'année calendaire 2015 (du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015). Si les réponses auraient été différentes pour l'année calendaire 2014 (du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014), merci de fournir également des réponses pour l'année calendaire 2014.

	Année calendaire 2015 1er janvier 2015 – 31 décembre 2015	Année calendaire 2014 1er janvier 2014 – 31 décembre 2014
1A.27 Merci d'expliquer en détail comment TaxpayerCo. pourrait demander le report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA pour compenser les dettes de TVA (par exemple soumettre un formulaire spécifique, compléter une partie de la demande de remboursement de TVA standard, etc.).		
1A.28 Merci d'estimer la durée de la procédure en heures passées par TaxpayerCo. à collecter les informations relatives à la TVA de sources internes, y compris le temps passé aux analyses supplémentaires des informations comptables et au calcul du montant de la TVA amont excédentaire.		
1A.29 Merci d'estimer la durée **en heures** passées par TaxpayerCo. à préparer la demande de report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA.		
1A.30 Faire la liste de tous les documents que TaxpayerCo. devrait préparer et soumettre à l'administration fiscale pour étayer une demande de TVA amont excédentaire (par exemple factures originales, certificats d'imposition). Merci d'inclure tous les documents qui sont systématiquement demandés par l'administration fiscale après soumission de la demande mais avant l'audit, le cas échéant.		
1A.31 Merci d'estimer la durée en heures passées par TaxpayerCo. à préparer ces documents supplémentaires qui sont requis pour étayer la demande de report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA.		
1A.32 Merci d'estimer la durée (**en heures**) passées par TaxpayerCo. à soumettre la demande de report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA ainsi que les documents supplémentaires et expliquer comment ces documents sont soumis (électroniquement, par courrier, ou au bureau des impôts). **S'ils doivent être déposés en personne, merci d'inclure également le temps d'attente pour soumettre les informations nécessaires.**	-Click to Select-	-Click to Select-
1A.33 TaxpayerCo. devrait-il se présenter en personne au bureau des impôts après avoir soumit la demande si cette estimation de durée n'est pas incluse en 1A.32? **Si c'est le cas, merci d'estimer la durée en heures passées au bureau des impôts, y compris l'attente et le déplacement si nécessaire.**		
1A.34 Merci de décrire toute autre activité/tâche obligatoire, et donner une estimation du nombre d'**heures** consacrées à chacune d'entre elles (par exemple pour obtenir des conseils à l'interne ou à l'externe).		
1A.35 Merci d'indiquer la durée nécessaire (**en jours ou semaines**) pour obtenir		

	Année calendaire 2015 1er janvier 2015 – 31 décembre 2015	Année calendaire 2014 1er janvier 2014 – 31 décembre 2014
l'approbation du report de la TVA amont excédentaire sur son compte TVA à partir de la date de **soumission** de la requête et de tous les documents nécessaires à l'administration fiscale.		

I. B. Paiement insuffisant de l'impôt sur les bénéfices:

- *Merci de partir du scénario suivant relatif à l'impôt sur les bénéfices: une erreur dans le calcul des impôts dus sur les bénéfices (par exemple une erreur dans le taux d'amortissement, ou une dépense considérée à tort comme déductible fiscalement) entraîne une fausse déclaration d'impôts sur les bénéfices, avec à la clé, un paiement insuffisant de l'impôt sur les bénéfices.*

- *Merci de noter que c'est la société TaxpayerCo. elle-même qui a découvert l'erreur et qui* ***informe volontairement*** *l'administration fiscale de l'erreur qui s'est glissée dans la déclaration d'impôts de la société (si la possibilité existe dans votre pays de notifier les autorités).*

- *Merci de tenir compte du fait que la valeur de la dette fiscale due au paiement insuffisant est de 5% des impôts sur les bénéfices dus.*

- *Merci de noter que TaxpayerCo. a soumis l'information corrigée après expiration du délai de déclaration d'impôts annuelle, mais dans les délais de la période d'évaluation des impôts, le cas échéant.*

Merci de répondre de 1B.1 à 1B.4 à partir de l'erreur sur la déclaration d'impôts et du scénario de paiement insuffisant décrit ci-dessus.

1B.1 La société TaxpayerCo. peut-elle notifier l'administration fiscale d'une erreur non intentionnelle dans sa déclaration d'impôts telle qu'elle a été décrite dans les hypothèses ci-dessus? Si c'est le cas, merci d'expliquer comment TaxpayerCo. notifierait l'administration fiscale (par mail, par poste, en personne)?

1B.2 Si vous avez répondu oui à la question **1B.1**, merci de faire la liste des documents que TaxpayerCo. doit fournir à l'administration fiscale pour étayer et corriger l'erreur dans la déclaration d'impôts.

1B.3 Si vous avez répondu oui à la question **1 B.1,** merci d'estimer le temps **(en heures)** qu'il faudrait à TaxpayerCo. pour réunir des informations et préparer les documents supplémentaires nécessaires pour notifier l'administration fiscale.

1B.4 Merci d'estimer le temps **(en heures)** qu'il faudrait à TaxpayerCo. pour soumettre les documents et expliquez comment ces documents sont soumis (électroniquement, par courrier, au bureau des impôts).

1B.5 Si vous avez répondu oui à la question **1B.1**, merci d'estimer le temps **(en heures)** qu'il faudrait à TaxpayerCo. pour réaliser le paiement d'impôts supplémentaires et expliquer comment ce paiement est saisi (électroniquement, par une banque, au bureau des impôts).

1B.6 Merci d'indiquer si TaxpayerCo. n'est pas autorisé à effectuer des paiements supplémentaires à ce stade.

1B.7 La loi obligerait-elle TaxpayerCo. à payer des intérêts sur le paiement d'impôts supplémentaire? **Si c'est le cas, merci de fournir la base légale (nom de la législation et article) et d'indiquer le taux d'intérêt applicable.**

1B.8 La loi obligerait-elle TaxpayerCo. à payer des pénalités supplémentaires pour compenser l'erreur faite dans la déclaration d'impôts? **Si c'est le cas, merci de fournir la base légale (nom de la législation et article) et d'indiquer les pénalités applicables.**

1B.9 Si votre réponse à n'importe quelle question ci-dessus aurait été **différente pour l'année calendaire 2014** merci d'expliquer pourquoi.

II. Contrôles fiscaux

Sauf mention contraire, merci de répondre à partir des hypothèses des scénarii de l'étude de cas de TaxpayerCo. telle que décrits ci-dessous. Merci de ne tenir compte que des contrôles fiscaux qui supposent une interaction entre la société TaxpayerCo. et l'administration fiscale.

Contrôle fiscal de TVA: *merci de tenir compte du scénario de l'étude de cas décrit dans la section* ***I.A.***

Contrôle fiscal sur les bénéfices de sociétés*: merci de tenir compte du scénario décrit dans la section* ***I.B*** *selon lequel il existe une erreur dans le calcul des impôts sur les bénéfices qui a généré une déclaration d'impôts erronée et donc un paiement insuffisant de l'impôt sur les bénéfices.*

	Contrôle fiscal TVA	Contrôle fiscal Impôts sur les bénéfices
2.1 Quelle est la probabilité pour que les scénarii décrits déclenchent un contrôle fiscal?	-Click to Select-	-Click to Select-
2.2 Si vous avez répondu « probable » ou « très probables » à la question 2.1, à partir de votre expérience, quel est le type de contrôle fiscal que les scénarii décrits ci-dessus ont le plus de chances de déclencher? Notes/autres réponses:	-Click to Select-	-Click to Select-
2.3 Si vous avez répondu « probable » ou « très probables » à la question 2.1, à partir des scénarii décrits ci-dessus, comment serait réalisé dans votre pays le type de contrôle fiscal le plus répandu que vous avez indiqué au point 2.2?	-Click to Select-	-Click to Select-
2.4 Conformément aux **lois et pratiques** dans votre pays, existe-t-il un seuil pour une erreur dans la déclaration d'impôts sur les bénéfices au delà duquel un contrôle fiscal est automatiquement généré? Si c'est le cas, merci de spécifier ce seuil.		
2.5 La loi impose-t-elle au contrôleur fiscal de prévenir la société concernée de l'intention de lancer un contrôle fiscal pour vérifier les informations de la déclaration d'impôts? Si la réponse est oui, merci de fournir **la base juridique (nom de la législation et article) et d'indiquer quel serait le délai donné dans le cas des scénarii de l'étude de cas**?		
2.6 La loi impose-t-elle au contrôleur fiscal d'émettre une décision finale quel que soit le résultat du contrôle fiscal? **Si la réponse est oui, merci de fournir la base juridique correspondante (nom de la législation et article).**		
2.7 La loi impose-t-elle un délai réglementaire pour envoyer la décision finale relative au contrôle fiscal? **Si la réponse est oui, merci de spécifier le délai pour les scénarii de l'étude de cas et de fournir la base juridique correspondante (nom de la législation et article)**.		
2.8 Si vous avez répondu oui au point 2.7, merci d'expliquer dans quelle mesure le délai est appliqué dans la pratique?	-Click to Select-	-Click to Select-
2.9 Les principaux logiciels de comptabilité utilisés dans votre pays pour les scénarii		

	Contrôle fiscal TVA	Contrôle fiscal Impôts sur les bénéfices
de l'étude de cas génèrent-ils des rapports fiscaux ou d'autres documents qui peuvent être fournis au contrôleur fiscal (par exemple incorporation dans le logiciel comptable de l'entreprise du dossier standard de contrôle fiscal SAF-T utilisé en général par les contrôleurs fiscaux, y compris la facilité de vérification rétrospective, etc.)?		
2.10 En général, comment l'administration fiscale sélectionne-t-elle les sociétés qui feront l'objet d'un contrôle fiscal dans votre pays? Notes/autres réponses :	-Click to Select-	-Click to Select-
2.11 En général, quel est le délai de prescription qui s'applique aux déclarations de contrôle fiscal déposées dans les délais? Merci de fournir la base juridique correspondante (nom de la législation et article).		
2.12 En général, la loi limite-t-elle la durée cumulée de tous les contrôles fiscaux dont fait l'objet un contribuable sur une année calendaire donnée? **Si la réponse est oui, merci de fournir la base juridique correspondante (nom de la législation et article) et de donner des détails**.		

*A partir du type de contrôle fiscal et de processus sélectionné dans les questions 2.2 et 2.3, merci de répondre aux questions 2.13- 2.18. Si vous avez sélectionné "**très improbable**" pour la question 2.1, merci de continuer avec la section III.*

	Contrôle fiscal TVA	Contrôle fiscal Impôts sur les bénéfices
2.13 Merci de spécifier en **heures** la durée nécessaire pour collecter les informations et préparer tous les documents supplémentaires (des informations comme des reçus, des états financiers, des talons de paiement) qui sont demandés par le contrôleur fiscal. Si plusieurs interactions ont lieu entre TaxpayerCo. et le contrôleur fiscal, merci d'estimer le temps total consacré à ces interactions.		
2.14 Merci de faire la liste de tous les documents que TaxpayerCo. devrait préparer pour un contrôleur fiscal.		
2.15 Merci d'estimer la durée (**en heures**) passées par TaxpayerCo. à soumettre les documents demandés par le contrôleur fiscal et expliquer comment ces documents sont soumis (électroniquement, par poste, ou au bureau des impôts). **S'ils doivent être déposés en personne au bureau des impôts,** merci d'estimer également le nombre d'heures passées au bureau des impôts y compris le temps d'attente. **Si c'est en personne et dans les locaux du contribuable,** merci d'inscrire zéro.		
2.16 Merci d'estimer en **jours** la durée totale entre le début du contrôle fiscal et la fin des interactions entre TaxpayerCo. et le contrôleur fiscal (cette estimation inclut les		

	Contrôle fiscal TVA	Contrôle fiscal Impôts sur les bénéfices
différentes périodes d'interaction entre TaxpayerCo. et le contrôleur fiscal).		
2.17 Merci de spécifier en **semaines** le temps nécessaire pour que TaxpayerCo. reçoive la lettre définitive du contrôleur fiscal à partir du moment où TaxpayerCo. a soumis toutes les informations et documents pertinents, et qu'il n'y a plus d'interaction entre TaxpayerCo. et le contrôleur fiscal.		
2.18 Merci de spécifier en **heures** la durée nécessaire pour effectuer les paiements supplémentaires à l'administration fiscale si elle en formule la demande. Merci d'identifier comment ces paiements sont réalisés (électroniquement, déplacement au bureau des impôts, dans une banque).		

2.19 Si vos réponses aux questions posées ci-dessus auraient été **différentes pour l'année calendaire 2014,** merci d'expliquer.

III. Recours administratifs en matière d'impôts

Les questions listées ci-dessous ne sont pas liées aux scénarii de l'étude de cas. Il s'agit de questions d'ordre général destinées à mieux comprendre comment fonctionnent les processus de recours administratif en première instance dans votre pays. ***Merci de noter qu'il ne s'agit PAS de procédures judiciaires.***

Merci d'envisager un ***processus de recours administratif en première instance*** *suite à un contrôle fiscal relatif aux impôts sur les bénéfices dans lequel un contribuable n'est pas d'accord avec les conclusions finales du contrôle fiscal par l'administration fiscale.*

3.1 Quel est le nom des autorités auprès desquelles un contribuable déposerait un recours administratif en première instance?

3.2 Cette administration est-elle indépendante du contrôleur fiscal?
-Click to Select-

3.3 Les instructions relatives au processus de recours administratif en matière fiscale (par exemple à qui adresser le recours, comment déposer un recours, délais relatifs à un processus de recours) sont-elles accessibles au public?

3.4 Si vous avez répondu oui au point **3.3**, comment les contribuables ont-ils accès à ces informations? Merci de sélectionner les options possibles:
☐ en ligne
☐ dans une publication imprimée
☐ en personne au bureau des impôts
☐ autres (merci de décrire)

3.5 La loi dans votre pays stipule-t-elle une date limite pour les autorités spécifiées au point **3.1** ci-dessus pour mettre en vigueur une décision relative au recours fiscal? **Si c'est le cas, merci de spécifier la date limite et de fournir la base juridique (nom de la législation et article).**

3.6 Si vous avez répondu oui au point **3.5**, merci d'indiquer dans quelle mesure la date limite est appliquée dans la pratique. Si elle n'est pas appliquée dans la pratique, combien de temps faut-il dans la pratique pour mettre en vigueur une décision relative à un recours fiscal?
-Click to Select-

3.7 Dans votre pays, le contribuable est-il obligé de payer le montant contesté en totalité ou en partie pour pouvoir lancer un processus de recours? **Si c'est le cas et qu'il s'agit d'un versement partiel, merci d'indiquer le pourcentage du montant contesté qui doit être payé d'avance.**

3.8 Merci d'indiquer si le contribuable peut, de par la loi ou dans la pratique, retarder le paiement du montant contesté jusqu'à ce que le contentieux soit solutionné.

3.9 Si la demande d'un contribuable de retarder le paiement du montant contesté a été approuvée et dans l'hypothèse où le recours statue contre le contribuable, la loi oblige-t-elle le contribuable à payer des intérêts sur le montant mis en attente? **Si c'est le cas, merci de fournir la base juridique (nom de la législation et article) et d'indiquer le taux d'intérêt applicable.**

3.10 Si un contribuable doit payer d'avance le montant contesté en totalité ou en partie pour pouvoir initier un processus de recours et dans l'hypothèse où l'évaluation fiscale finale est en faveur du contribuable, la loi oblige-t-elle l'administration fiscale à verser des intérêts sur le montant payé d'avance? **Si c'est le cas, merci de fournir la base juridique (nom de la législation et article) et d'indiquer le taux d'intérêt applicable.**

3.11 Si vous avez répondu oui au point **3.10**, merci d'indiquer si ceci est appliqué dans la pratique.

Références
Merci de nous aider à élargir notre liste de contributeurs en nous donnant les références d'autres experts dans le secteur public et privé (comptables, fiscalistes, fonctionnaires ou tout autre expert dans ce domaine).

Prénom
Nom
Nom de la société
Fonction
Téléphone
Email
Profession -Click to Select-
Sujet d'intérêt -Click to Select-